

Portrait des financements en soutien à la sécurité alimentaire

Fiche résumée | Webinaire du 19 février 2026

Documentation liée au webinaire :

- [Document de présentation](#)
- [Enregistrement du webinaire](#)
- [Portrait des financements en soutien à la sécurité alimentaire 2023-2024](#)
- [Portrait des financements en soutien à la sécurité alimentaire 2017-2018](#)

Documentation connexe

- [MRC de Papineau | AgroLab Petite Nation](#)
- [Caisse alimentaire commune de Montpellier](#)
- [Transition en commun | Le financement de la transition socioécologique à l'échelle des quartiers](#)
- [Collectif Récolte | Levier solidaire](#)

Court récapitulatif

L'activité a permis de présenter le portrait du financement en soutien à la sécurité alimentaire 2023-2024, réalisé en collaboration avec Centraide du Grand Montréal. Ce portrait couvre trois territoires (Laval, Montréal et Montérégie) et réunit les données de financement en soutien à la sécurité alimentaire de 18 partenaires financiers. Il s'agit du double du nombre de partenaires par rapport au premier portrait réalisé pour les années 2017-2018 qui couvrait le territoire montréalais seulement. Les données du PSOC n'ont pas été intégrées dans le portrait 2023-2024. Le webinaire visait spécifiquement à colliger des commentaires et recommandations en lien avec la pertinence des données colligées et les pistes d'actions qui apparaissent prioritaires pour la suite des choses.

Retour sur les échanges : plusieurs tensions ont été relevées

Les personnes participantes ont discuté des défis liés au financement de la sécurité alimentaire.

1) Financement insuffisant et non récurrent

Pression accrue liée à la hausse de l'insécurité alimentaire et contexte d'inflation VS enveloppes limitées et instables : La demande augmente, le prix des aliments augmente, les coûts pour les organismes augmentent. Il est de plus en plus difficile d'assurer une réponse adaptée aux besoins spécifiques des différentes populations en situation de précarité (personnes âgées, aliments culturellement adaptés, etc.).

2) Inadéquation entre les programmes et la réalité du terrain

Respect des normes MAPAQ VS manque de financement pour infrastructures : des amendes sont remises à des popotes collectives qui n'ont pas des infrastructures commerciales, mais les financements se font rares pour répondre aux critères pour des cuisines commerciales.

Tension entre l'économie sociale et l'action communautaire : Les modèles hybrides entre la mission sociale des organisations et les activités économiques sont mal reconnus par certains programmes. Difficulté à faire financer des activités génératrices de revenus qui soutiennent pourtant la mission. On soulève toutefois une crainte que des logiques marchandes entrent en tension avec le droit à l'alimentation. Il faut assurer une vigilance face aux modèles où les usager·ère·s paient (même à faible coût).

Pourcentage de financement lié à l'administration limité VS Inflation : les financements sont accordés à majorité à des projets et imposent une limite aux fonds pouvant être alloués à l'administration. Les impératifs administratifs sont toutefois nombreux pour assurer la pérennité d'une organisation. Si le financement à la mission n'est pas une solution préconisée, une voie de solution pourrait être d'augmenter ce pourcentage afin qu'il soit plus réaliste pour que les organisations puissent gérer adéquatement leurs projets (ex : 20-25%).

Creux dans les opportunités de financement VS roulement continu : La présente période est marquée par un manque d'appel à projets. Ces creux deviennent de véritables casse-têtes pour les organisations.

Enjeux d'équité et d'accès au financement (répartition du financement vs diversité des acteurs du terrain). Des préoccupations émergent autour de : la concentration des fonds chez certains types d'organisations; la difficulté pour les petits organismes ou initiatives citoyennes d'accéder aux programmes; les inégalités territoriales.

3) Difficulté de financer la transformation systémique

Urgence alimentaire vs transformation du système : La réponse à l'urgence est importante, mais il faut aussi soutenir les approches transformatrices (autonomie et justice alimentaire, accès au logement, etc.)

Logique d'investissement patient (économie sociale) VS logique de financement court terme orienté résultats immédiats. Les participant·e·s soulignent que les approches structurantes (souvent portées par l'économie sociale) demandent : du temps de développement; de l'accompagnement; des investissements en infrastructures. Le financement actuel privilégie : des résultats rapides; des projets courts; des volumes de dépannage alimentaire. Cela freine le déploiement de projets comme : marchés solidaires, épiceries communautaires, systèmes alimentaires territoriaux.

